

"Montée de l'eurosepticisme de Bucarest à Sofia" dans Le Monde (6 juillet 2005)

Légende: Le 6 juillet 2005, le quotidien français Le Monde commente la montée du nationalisme et de l'eurosepticisme en Bulgarie et en Roumanie suite à la crise politique née des résultats négatifs des référendums organisés en France et aux Pays-Bas sur le traité instituant une Constitution pour l'Europe.

Source: Le Monde. 06.07.2005. Paris.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"montee_de_l_eurosepticisme_de_bucarest_a_sofia"_dans_le_monde_6_juillet_2005-fr-4b576993-ad1a-42b7-ac1d-050fef7abf21.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Montée de l'eurosepticisme de Bucarest à Sofia

Mirel Bran

Le double refus français et néerlandais de la Constitution européenne commence à provoquer des dégâts en Europe orientale. Face à une Europe affaiblie, l'ultranationalisme relève la tête en Bulgarie et en Roumanie.

En 2000, l'extrémiste Vadim Tudor a réalisé un score de 28% des voix au second tour de l'élection présidentielle. L'Union européenne a alors invité la Roumanie à entamer des négociations d'adhésion, et le mouvement extrémiste s'est essoufflé: fin 2004, Vadim Tudor n'a obtenu que 11% des suffrages à l'élection présidentielle. Celui qui promettait de fusiller les Tziganes sur les stades s'est donc efforcé de se construire une nouvelle image d'ami des juifs et des Tziganes qui se rend à Auschwitz pour «*demander pardon au peuple élu*».

Ce revirement n'a pas convaincu ses compatriotes, et le faible résultat de 2004 a obligé Vadim Tudor à se contenter de la fonction de président d'honneur de son Parti de la Grande Roumanie. Il a alors décidé de se consacrer à une thèse de doctorat sur les anges, avec lesquels il prétend avoir un contact privilégié.

Mais l'approche des référendums sur la Constitution européenne en France et aux Pays-Bas et la perspective d'un vote négatif dans les deux pays l'ont convaincu de préparer son retour. Après les résultats: il a décapité la direction élue de son parti pour en reprendre seul la direction et profiter de la vague d'eurosepticisme.

«La Bulgarie aux Bulgares»

En Bulgarie, qui espère adhérer à l'Union européenne comme la Roumanie en 2007, les votes négatifs en France et aux Pays-Bas ont eu des conséquences plus graves encore. Ataka, un parti ultranationaliste créé deux mois avant les élections législatives du 25 juin, vient de faire une percée sur la scène politique en obtenant 8% des suffrages. L'apparition de cette formation est d'autant plus inquiétante que ce pays avait su éviter toute dérive nationaliste après la chute du régime communiste en 1989.

«*La Bulgarie aux Bulgares!*», martèle depuis deux mois le journaliste Volen Siderov, fondateur d'Ataka. Comme son nom l'indique, le parti «Attaque» s'en prend à tout et à tous: Union européenne, OTAN, Fonds monétaire international, Banque mondiale, et surtout minorités tzigane et turque, qui représentent chacune 9% des huit millions de Bulgares.

Le dirigeant d'Ataka dénonce sans détour le danger qui menacerait son pays. «*Je me battraï pour que les programmes en langue turque soient interdits dans les journaux télévisés des chaînes publiques, a-t-il déclaré en pleine campagne électorale. Il s'agit d'un véritable génocide contre les Bulgares dans les zones où habitent les Turcs, où il n'est plus possible de parler bulgare. Vous êtes les attaquants, je suis votre arme. Enfonçons le glacis de la mafia. Rendons la Bulgarie aux Bulgares.* »

Avant le rejet de la Constitution européenne par la France et les Pays-Bas, les Roumains et les Bulgares étaient persuadés à 90% que leur destin ne pouvait s'accomplir que dans le cadre de l'Union européenne. Selon les derniers sondages, ils ne sont plus que 80% en Roumanie et 70% en Bulgarie, déçus de constater que leur adhésion à l'UE risque de devenir un problème électoral. «*En France, les avocats du non ont transformé les pays de l'Est en boucs émissaires, a déclaré Léonard Orban, le négociateur roumain avec l'UE. Ce débat est artificiel et injuste.* »

Mirage d'une Europe forte

Les frictions franco-britanniques au sujet du budget européen ont eu, elles aussi, une forte influence dans les deux pays pris en tenailles entre les subventions à l'agriculture française et le rabais britannique.

Après avoir critiqué leur président, Traian Basescu, qui a confié la sécurité de son pays aux Etats-Unis en s'appropriant à installer des bases militaires au bord de la mer Noire, les Roumains lui sont maintenant

reconnaissants de ne pas avoir joué la carte de l'Europe en matière de défense.

Les Bulgares nourrissent le même sentiment envers le roi Siméon II, premier ministre de 2001 à 2004, qui a lui aussi ouvert le littoral bulgare de la mer Noire à ces mêmes bases américaines.

Les réformes engagées à Bucarest et à Sofia sont loin d'être achevées, mais la perspective d'adhésion à l'UE a joué un rôle majeur dans les progrès des deux pays. Les analystes s'accordent à dire qu'en l'absence du projet européen la transition des deux pays vers la démocratie et l'économie de marché aurait eu toutes les chances de rater. Le mirage d'une Europe forte prête à se doter d'institutions à la hauteur de son ambition a aussi fait rêver les confins orientaux du continent.

L'adhésion à l'UE est ainsi devenue l'objectif prioritaire de l'ensemble de la classe politique en Roumanie et en Bulgarie. Au nom de ce projet, les populations des deux pays ont accepté les sacrifices imposés par leurs gouvernements: réduction des dépenses publiques, réformes fiscales à la hache et déficit budgétaire fixé parfois en dessous de 1% du PIB. Alors que ces mesures auraient provoqué une véritable révolution sociale à l'Ouest, elles ont été acceptées à l'Est comme le prix à payer pour entrer dans le club des riches.

Les Roumains et les Bulgares se demandent maintenant dans quelle sorte d'Union européenne ils vont entrer. L'eurosepticisme occidental commence à se propager à l'Est et à favoriser la montée du nationalisme.

A la veille du sommet européen du 16 juin, le chancelier allemand Gerhard Schröder a été le seul dirigeant européen à s'en inquiéter. *«Que se passera-t-il si, dans cette situation historique, on dit aux habitants de la Bulgarie, de la Roumanie et des Balkans "non" ou "jamais"?, s'est-il demandé lors d'un discours prononcé à Francfort le 15 juin. La conséquence inévitable sera l'émergence de nouveaux nationalismes. Ces peuples ont besoin d'une perspective européenne pour leur sécurité et la stabilité de la région. Cela ne peut pas se réaliser en une nuit, mais ils ont besoin de cette perspective. »*